



DEMANDE DE CERTIFICAT D'IMMATRICULATION D'UN VÉHICULE

cerfu
N° 13750*01

Articles R. 322-1 et suivants du code de la route

Veillez cocher la case correspondante :

- Certificat Duplicata Correction Changement de domicile
- Changement d'état civil ou d'état matrimonial Changement des caractéristiques techniques du véhicule

VEHICULE

(A) Numéro d'immatriculation actuel: _____ Date d'achat, le cas échéant: _____ (I) Date de certificat actuel (si ancien format d'immatriculation): _____ (B) Date de 1^{re} immatriculation: _____

Numéro de formule du certificat d'immatriculation* (si nouveau format d'immatriculation): _____

DEMANDEUR

Personne physique Sexe : M F Personne morale

Titulaire _____
NOM DE NAISSANCE et PRÉNOM ou RAISON SOCIALE pour une personne morale NOM D'USAGE (facultatif) : nom d'époux (se)

N° SIREN, le cas échéant: _____

Né(e) _____ à _____
Jour Mois Année Commune Département Pays

Dans le cas de multi-propriété, veuillez indiquer le nombre de personnes titulaires du certificat d'immatriculation >

Co-titulaire _____
le cas échéant NOM DE NAISSANCE et PRÉNOM ou RAISON SOCIALE pour une personne morale NOM D'USAGE (facultatif) : nom d'époux (se)

Si véhicule pris en location, cocher la case correspondante : Véhicule en location courte durée Véhicule en location longue durée
 En cas de location longue durée, merci de préciser :

RAISON SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ DE LOCATION, si différente du titulaire: _____ N° SIREN: _____
 NOM et PRÉNOM ou RAISON SOCIALE DU LOCATAIRE: _____ N° SIREN, le cas échéant: _____

Domicile (si location, veuillez indiquer le domicile du locataire)

N° de la voie: _____ Extension (ex. ter.): _____ Type de voie (avenue, etc.): _____ Nom de la voie: _____

Complément d'adresse (Etage, escalier, appartement - Immeuble, bâtiment, résidence - Lieu-dit - Boîte postale): _____

Code postal: _____ Commune: _____

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Marque (D.1): _____

Type variante version (D.2): _____

Dénomination commerciale (D.3): _____

Numéro d'identification du véhicule (E): _____ Genre national (J.1): _____

Numéro d'exploitation agricole, le cas échéant: _____

COULEUR DOMINANTE
(Veuillez cocher les cases correspondantes)

| | | |
|----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|
| 0 <input type="checkbox"/> Clair | 0 <input type="checkbox"/> Noir | 5 <input type="checkbox"/> Vert |
| 1 <input type="checkbox"/> Foncé | 1 <input type="checkbox"/> Marron | 6 <input type="checkbox"/> Bleu |
| | 2 <input type="checkbox"/> Rouge | 7 <input type="checkbox"/> Beige |
| | 3 <input type="checkbox"/> Orange | 8 <input type="checkbox"/> Gris |
| | 4 <input type="checkbox"/> Jaune | 9 <input type="checkbox"/> Blanc |

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Vu les pièces justificatives

Rejet de la demande

Motif: _____

Usage (veuillez cocher la case correspondante) : Oui Non

Mode d'expédition du titre : Voie postale Retrait à l'imprimerie Nationale

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès d'une préfecture ou auprès de l'Agence nationale des titres sécurisés par voie postale.

Je m'oppose à la réutilisation de mes données personnelles à des fins de prospection commerciale

Fait à : _____ Le : _____
Jour Mois Année

SIGNATURE DU DEMANDEUR
(Pour les sociétés : nom, qualité du signataire et cachet)

* Ce numéro figure sur la 1^{re} page du certificat d'immatriculation sous la mention «Certificat d'immatriculation».



NOTICE EXPLICATIVE

La déclaration de cession

et la demande de certificat d'immatriculation d'un véhicule

certifa
N° 51291#01

1 - La déclaration de cession d'un véhicule (ancien propriétaire)

Avant de remettre son certificat d'immatriculation au nouveau propriétaire (y compris un professionnel de l'automobile), l'ancien propriétaire doit y porter, d'une manière très lisible et inaltérable, la mention « vendu le » ou « cédé le » (date et heure de la cession), suivie de sa signature.

L'ancien propriétaire précise « vendu le (date et heure) pour destruction » ou « cédé le (date et heure) pour destruction », si le véhicule est cédé ou vendu pour destruction. L'indication de l'heure de la cession permet à l'ancien propriétaire de dégager sa responsabilité en cas d'infractions éventuellement commises le jour de la cession par le nouvel acquéreur. Si le certificat d'immatriculation a été établi à 2 noms : il doit y avoir les 2 signatures sur le certificat de cession et sur le certificat d'immatriculation.

En cas de cession d'un véhicule déjà immatriculé, l'ancien propriétaire doit adresser dans les 15 jours suivant la cession, à la préfecture du département de son choix, une déclaration l'informant de la vente et précisant l'identité et le domicile indiqués par le nouveau propriétaire. Il est tenu de remplir le formulaire « Déclaration de cession d'un véhicule » en 3 exemplaires : un exemplaire est conservé par le vendeur, un exemplaire est destiné à l'acquéreur et un exemplaire est destiné à la préfecture. Le certificat de cession dûment rempli atteste de la vente de son véhicule.

Si le certificat d'immatriculation comporte un coupon détachable, l'ancien propriétaire doit remplir la partie relative aux coordonnées de l'acquéreur (sauf s'il s'agit d'un professionnel de l'automobile), signer dans la case réservée à cet effet, et remettre le certificat d'immatriculation complet à l'acquéreur.

Le coupon permet à l'acquéreur de circuler pendant 1 mois dans l'attente du certificat d'immatriculation à son nom.

La cession d'un véhicule pour destruction ne peut être effectuée qu'à un professionnel, démolisseur ou broyeur. Ce professionnel doit être agréé et le véhicule cédé est une voiture particulière, une camionnette ou un cyclomoteur à trois roues.

La déclaration de cession doit mentionner que le véhicule est cédé pour destruction à un professionnel. Si le certificat d'immatriculation comporte un coupon détachable, l'ancien propriétaire doit remplir la partie relative aux coordonnées du professionnel acquéreur et signer dans la case réservée à cet effet, puis l'adresser à la préfecture du département de son choix.

2 - La demande de certificat d'immatriculation d'un véhicule (nouveau propriétaire)

Si le propriétaire souhaite mettre son véhicule en circulation à son nom, il en fait la demande au préfet du département de son choix à l'aide du formulaire « Demande de certificat d'immatriculation d'un véhicule » N° 13750*03, qu'il remplit.

Il présente, selon les cas, les pièces justificatives suivantes :

Pour chaque demande : pièces justificatives de l'identité et du domicile (moins de 3 mois)
(fournir les photocopies)

| Personne physique | Personne morale |
|---|--|
| <p>1/ Identité (pièces admises en cours de validité) :</p> <ul style="list-style-type: none"> > carte nationale d'identité française ou étrangère ; > permis de conduire français ou étranger ; > carte d'identité ou carte de circulation délivrée par les autorités militaires françaises ; > passeport français ou étranger ; > carte de combattant délivrée par les autorités françaises ; > carte de séjour temporaire, carte de résident, certificat de résident de ressortissant algérien, carte de ressortissant d'un état membre de l'Union européenne ou de l'espace économique européen. <p>2/ Domicile (exemples de pièces justificatives) :</p> <ul style="list-style-type: none"> > un titre de propriété ; > un certificat d'imposition ou de non imposition ; > une quittance de loyer, de gaz, d'électricité ou de téléphone (y compris de portable) ; > une attestation d'assurance logement. | <p>Personne morale de type industriel et commercial ou civil :</p> <ul style="list-style-type: none"> > extrait K bis ou L bis du registre du commerce et des sociétés établi depuis moins de deux ans ou d'un journal d'annonces légales datant de moins de deux ans. <p>Personnes jouissant de la personnalité morale (associations, syndicats, sociétés civiles professionnelles) :</p> <ul style="list-style-type: none"> > statuts ou toute autre pièce justificative de leur existence légale faisant apparaître le nom du responsable et l'adresse de l'organisme ainsi que la preuve qu'elles ont été déclarées auprès d'une préfecture ou sous-préfecture ou reconnues par une administration, une juridiction ou un organisme professionnel. |

Cas des copropriétaires :

- > pièce justificative de l'identité de chaque copropriétaire ;
- > pièce justificative du domicile du propriétaire dont l'adresse va figurer sur le certificat d'immatriculation.

Une personne qui emploierait un faux nom ou un faux état civil dans un document administratif ou déclarerait une fausse adresse encourrait les peines prévues aux articles 433-19 et 441-7 du code pénal.

Autres pièces à joindre dans les cas particuliers suivants :

Un chèque à l'ordre du Régisseur de recettes de la S/Préfecture d'Arles (le montant vous sera indiqué à la remise de votre dossier)

| | Véhicule neuf | Véhicule d'occasion |
|---|--|--|
| Acquis en France | <ul style="list-style-type: none"> ➤ le document CERFA « 3 en 1 » dénommé « Demande de certificat d'immatriculation d'un véhicule neuf » délivré par le constructeur ou son représentant en France ; ou l'ensemble des pièces suivantes : ➤ une demande de certificat d'immatriculation sur l'imprimé CERFA ; ➤ le certificat de cession ou une facture établie par le vendeur ; ➤ le certificat de conformité délivré par le constructeur ou son représentant. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ une demande de certificat d'immatriculation sur l'imprimé CERFA ; ➤ le certificat d'immatriculation remis par l'ancien propriétaire qui doit comporter la mention « vendu le .../.../... » (date de la cession) suivie de sa signature ; ➤ le certificat de cession ou une facture établie par le vendeur ; ➤ la preuve d'un contrôle technique pour les véhicules dont l'âge et le genre les soumettent à cette obligation. |
| Acquis à l'étranger | <ul style="list-style-type: none"> ➤ le certificat de conformité au type communautaire original délivré dans le pays d'achat ; ➤ si le certificat de conformité ne permet pas l'immatriculation directe, une attestation d'identification du véhicule au type communautaire délivrée soit par le constructeur ou son représentant en France soit par la DRIRE, ou un procès verbal de réception à titre isolé établi par la DRIRE ; ➤ le certificat de cession ou une facture établie par le vendeur ; ➤ un certificat fiscal pour un véhicule provenant d'un état membre de l'Union Européenne, sauf pour un véhicule agricole ou forestier, une remorque et une semi remorque ; ➤ un certificat de dédouanement 846 A pour les véhicules neufs provenant d'un Etat tiers à l'Union européenne. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ le certificat d'immatriculation ou, si celui-ci a été retiré par les autorités administratives du pays d'origine : <ul style="list-style-type: none"> - soit une pièce officielle prouvant l'origine de propriété du véhicule ou certifiant que le certificat d'immatriculation a été retiré ; - soit un certificat international pour automobile en cours de validité délivré par ces autorités. ➤ le certificat de cession ou une facture établie par le vendeur ; ➤ en l'absence d'un certificat d'immatriculation conforme aux dispositions de la directive 1999/37/CE, un certificat de conformité au type communautaire ou une attestation d'identification du véhicule délivrée soit par le constructeur ou son représentant en France soit par la DRIRE, ou un procès verbal de réception à titre isolé établi par la DRIRE ; ➤ la preuve d'un contrôle technique pour les véhicules dont l'âge et le genre les soumettent à cette obligation ; ➤ un certificat fiscal pour un véhicule provenant d'un état membre de l'Union Européenne, sauf pour un véhicule agricole ou forestier, une remorque et une semi remorque ; ➤ un certificat de dédouanement 846 A délivré par les services des douanes pour les véhicules provenant d'un Etat tiers à l'Union Européenne. |
| Duplicata | <ul style="list-style-type: none"> ➤ le certificat d'immatriculation détérioré ou un exemplaire de la déclaration de vol ou de la déclaration de perte ; ➤ la preuve d'un contrôle technique en cours de validité pour les véhicules dont l'âge et le genre le soumettent à cette obligation. | Changement de domicile |
| Changement des caractéristiques techniques | <ul style="list-style-type: none"> ➤ le certificat d'immatriculation précédent ; ➤ en cas de transformation notable (= toute transformation entraînant une modification des caractéristiques technique mentionnées sur le certificat d'immatriculation) : un procès verbal de réception à titre isolé établi par la DRIRE ; ➤ en cas de modification de la carrosserie : certificat de carrossage ou PV de la DRIRE ; le certificat de dédouanement 846A si la carrosserie a été modifiée dans un pays tiers à l'Union européenne ; ➤ en cas de modification du poids à vide : un bulletin de pesée du véhicule ; ➤ en cas de modification du P.T.A.C. ou du couple P.T.A.C./P.T.R.A. : un certificat délivré à l'occasion d'une visite technique réglementaire datant de moins de trois mois. | Changement d'état civil, de raison sociale ou d'état matrimonial |
| Correction | <ul style="list-style-type: none"> ➤ le certificat d'immatriculation précédent ; ➤ la pièce justificative qui apporte la preuve de l'erreur de saisie. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ le certificat d'immatriculation ; ➤ un justificatif de la nouvelle adresse. <ul style="list-style-type: none"> ➤ le certificat d'immatriculation précédent ; ➤ dans le cas d'un changement d'état matrimonial : le livret de famille, un extrait d'acte de mariage ou le jugement de divorce ; ➤ dans le cas d'un changement d'état civil ou de raison sociale : une pièce justificative d'identité ; ➤ la preuve d'un contrôle technique en cours de validité pour les véhicules dont l'âge et le genre le soumettent à cette obligation. <p>Si le demandeur est hébergé, les pièces suivantes sont à fournir obligatoirement en plus des autres pièces demandées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie CNI de l'hébergeur - Attestation d'hébergement établie par l'hébergeur - Justificatif de domicile de hébergeur - Justificatif de domicile du demandeur (assurance ou bulletin de salaire ou relevé d'identité bancaire ou attestation POLE EMPLOI ou Sécurité sociale) |

